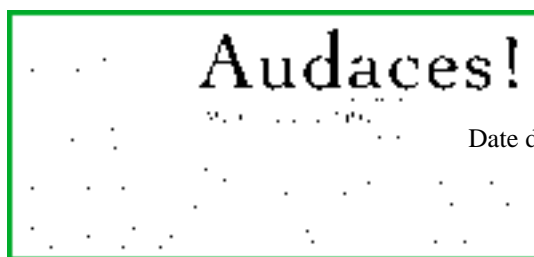


Extrait du Alain Lipietz

<http://lipietz.net>

Audaces ! Un autre monde est possible, mais il est dans celui-ci

- Vie publique - Alain Lipietz et les Verts -



Date de mise en ligne : dimanche 1er octobre 2006

Description :

La séquence électorale qui s'ouvre, des présidentielles de 2007 aux européennes de 2009, se présente comme une des plus difficiles que les Verts auront à affronter.

Alain Lipietz



Audaces ! Motion d'orientation

La séquence électorale qui s'ouvre, des présidentielles de 2007 aux européennes de 2009, se présente comme une des plus difficiles que les Verts auront à affronter.

L'atomisation de la société, les coups terribles assénés par la droite, le piétinement des négociations internationales pour sauver la planète, la paralysie de l'Europe, l'ombre du 21 avril, la fascination-répulsion qu'inspire Sarkozy : tout semble conspirer contre notre projet fondé sur l'espoir d'un monde plus juste, plus solidaire d'un peuple à l'autre, d'une génération à l'autre.

Nos liens avec les mouvements sociaux sans-papiers, OGM, CPE, ... notre capacité à conduire des politiques alternatives, locales, municipales ou régionales, notre réformisme-radical, prouvent que nous sommes à la fois un parti de lutte et de gouvernement et que nous pouvons relever ce défi.

Le score de la présidentielle sera celui de tous les Verts, nous en serons toutes et tous comptables, nous devons soutenir activement notre candidate pour mener une campagne ouverte et audacieuse.

Il est cependant indispensable de déconnecter les enjeux du congrès de ceux de la campagne présidentielle : un congrès, c'est le choix d'une orientation politique claire, de réformes et d'équipes pour les porter pendant 2 ans.

Même si la synthèse de Reims a permis l'apaisement, elle n'était qu'une étape et n'a pu dégager des lignes politiques lisibles.

Des révoltes urbaines de l'automne 2005, qui ont montré la difficulté de la France à intégrer la diversité sociale et culturelle qui marque ses banlieues et ses quartiers relégués, à la crise énergétique, nous sommes aujourd'hui confrontés à deux questions majeures et intimement liées : la crise sociale et la crise environnementale.

La gravité et la répétition de ces événements ne permettent plus de les considérer comme des crises mais comme les éléments visibles d'une mutation profonde.

Notre responsabilité aujourd'hui n'est donc plus d'alerter sur les causes ou les effets, mais de construire les réponses en terme de protection de la planète et des individus.

Face au chômage et à la précarisation galopante, nos objectifs de réduction du temps de travail seront entendus à condition de formuler des propositions concrètes sur le revenu d'existence, sur le partage des emplois, sur la redéfinition de nos besoins et de nos priorités : développement de l'économie sociale et solidaire, en particulier de l'aide aux personnes, de l'agriculture bio extensive, d'un tiers secteur fort.

Accomplir tout cela, c'est être sûrs de ce que nous sommes : savoir que nous n'aurons jamais raison seuls mais que nous ne devons rien céder sur l'essentiel. Nous ne devons pas nous isoler mais rester exigeants sur nos partenariats éventuels.

Penser notre ouverture aux autres acteurs sociaux, élaborer des propositions concrètes et savoir évaluer leur mise en oeuvre : c est finalement penser un agenda 21 pour... les Verts !

Audaces !

Six orientations pour changer aujourd'hui

Nous avons élaboré collectivement avec les acteurs sociaux un programme pour changer le monde, nous en retenons six axes forts :

1 - L'écologie, un humanisme

Les urgences environnementales, sociales et sociétales sont indissociables et représentent une même priorité pour l'écologie politique. La crise environnementale sans précédent dont souffre notre planète ne peut être considérée isolément. Elle ne trouvera de réponse juste qu'à condition de prendre en considération ses effets directs sur l'équilibre de nos sociétés en terme social, économique et démocratique.

Nous devons travailler à :

- ▶ Renouveler le pacte républicain : pour passer de l'égalité de droit à l'égalité de fait.
- ▶ Promouvoir une société multiculturelle qui respecte la diversité des modes de vie, des identités et des religions dans le cadre d'une laïcité ouverte. Ni intégrismes religieux, ni sectarisme républicain.
- ▶ Combattre toutes les discriminations, de genre, d'âge, d'orientation sexuelle, territoriales, ethniques, en co-élaboration avec les acteurs de ces combats eux-mêmes.
- ▶ Lutter contre l'insécurité sociale et les injustices environnementales qui frappent d'abord les plus démunis. L'écologie politique est un outil d'émancipation contre toutes les formes d'inégalités. Des mesures significatives devront être prises : notamment contre la flexibilité, le démantèlement des retraites et des 35 heures qui restent à consolider.
- ▶ Rompre la logique du tout sécuritaire en rétablissant les libertés publiques. Dans le cadre de l'alternance, nous exigerons l'abrogation des lois Sarkozy et Perben 1 et 2, ainsi que la régularisation de tous les sans papiers. Nous devons travailler avec le parti vert européen et le groupe parlementaire vert européen pour inverser la tendance à la restriction des libertés qui gagne toute l'Europe.

Audaces !

2- L'écologie, une radicalité efficace

Nous devons en finir avec les incantations sans lendemain : notre radicalité doit être en mesure de se confronter à la réalité pour la transformer dans les faits, que ce soit en agissant sur les politiques publiques, ou, lorsque les autres moyens démocratiques sont entravés, par la désobéissance civile.

- ▶ De la politique des déplacements de Paris, Lille, Nantes, au mariage de Bègles ; de la démocratie participative à L Ile Saint-Denis au fauchage des OGM, la radicalité menée localement et assumée politiquement fait plus évoluer la société que bien des incantations révolutionnaires. Chaque fois, nous mettons nos adversaires - voire nos partenaires - en difficulté et les obligeons à évoluer. Nous devons engager des politiques publiques à partir des expériences et des réussites de nos élus locaux et régionaux.
- ▶ Quand des choix techniques, tels que les OGM, engagent l'avenir d'une société, c'est aux citoyens d'en décider et non aux lobbies. Nous proposons que le Parlement revoit dans un sens plus démocratique et participatif les procédures des conférences de citoyens et du débat public.
- ▶ Nous devons renforcer la participation de tou-ttes les citoyen-nes à l'élaboration de leur destin collectif - y compris dans l'entreprise - avec un volontarisme politique spécifique auprès des plus exclu-es.

3- L'écologie au cSur de l'économie

il est prioritaire de :

- ▶ mettre en oeuvre des politiques alternatives qui s'opposent aux logiques du productivisme.
- ▶ Favoriser l'innovation et la recherche au service de l'intérêt général.
- ▶ Réorienter la politique énergétique en décidant d'une sortie progressive du nucléaire.
- ▶ Engager une politique fiscale incitative pour répondre aux nouveaux besoins nés des contraintes environnementales éco-redevance sur le transport routier de marchandises.
- ▶ Lancer un grand plan ferroviaire européen incluant le transport combiné et financé par l'euro-vignette.
- ▶ Développer de nouvelles activités et renforcer la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, des collectivités et des autres acteurs publics.

Ces mutations économiques ne doivent pas se confondre avec la décroissance. Produire moins et plus équitable, c'est donner un autre contenu à la croissance.

4- L'écologie, une nouvelle solidarité planétaire

- ▶ Défendre une nouvelle Constitution européenne, socle d'une Europe de la solidarité et du développement durable, en reprenant l'idée d'une Constituante, seul moyen démocratique acceptable pour refonder les institutions européennes. Il est plus que temps d'affronter tous ensemble les institutions de Maastricht-Nice qui verrouillent l'Europe dans une situation d'économie de marché non contrôlée par une Europe politique paralysée.

- ▶ Développer un partenariat Nord-Sud qui favorise la paix, les échanges équitables, légalité sociale et environnementale. Nous devons augmenter le budget français de laide au développement et exiger le contrôle parlementaire de la politique africaine de la France.

5 - L'écologie exige un parti vert fort

- ▶ une augmentation significative des adhérents par la simplification des procédures d'adhésion et l'adhésion nationale à 15 euros.
- ▶ une attention particulière à la présence et à l'accès aux responsabilités des populations minorisées dans le parti féminisation, rajeunissement, élargissement de notre base sociale et ouverture aux minorités visibles .
- ▶ Après un débat interne sur la RPI, adoption par un référendum militant avant Mars 2007.

6 - L'écologie, l'avenir de la gauche

Pour construire un rapport de force au sein de la gauche, il faut :

- ▶ Favoriser l'autonomie des Verts aux élections, dans le droit fil de la motion de Reims.
- ▶ Nouer des accords électoraux liés aux accords programmatiques.

Dans les conditions d'un accord politique doivent figurer :

- ▶ une sortie progressive du nucléaire : abandon de l'EPR, fermeture de centrales dans la mandature...
- ▶ L'arrêt immédiat des OGM en plein champ jusqu'à preuve de leur innocuité et loi d'amnistie pour les faucheurs.
- ▶ Des mesures concrètes et coercitives de lutte contre le réchauffement climatique : transports publics, circulations douces, bridage des moteurs, ferroviaire pour le fret, efficacité énergétique dans l'habitat, développement des carburants bio, aides massives aux économies d'énergie ...
- ▶ Un Ministère d'Etat pour le droit des femmes et des minorités, avec comme objectif de renforcer la parité, la représentation de tous et de toutes et la lutte contre les violences liées au genre, racistes et homophobes.
- ▶ L'eau comme service public.
- ▶ Une citoyenneté pleine et entière pour tout-tes les résident-es en France.
- ▶ L'instauration immédiate d'une proportionnelle correctrice, "à l'allemande" et, plus largement, d'une 6ème République qui renforce les régions, la démocratie parlementaire et la démocratie participative.
- ▶ Une loi-cadre pour le tiers secteur garantissant son financement et son autonomie.

- ▶ Une charte pour la ville durable (logement social, foncier, démocratie...) comme un des enjeux des prochaines municipales.